



COMMUNIQUE DE PRESSE

Lors de son adresse à la Nation, le 30 décembre dernier, le président élu, Martin Fayulu Madidi avait fait un diagnostic sévère et révoltant de la situation politique, sécuritaire, économique et sociale actuelle de notre pays. Aussi, il avait annoncé la mise en place d'un cabinet pour accompagner le peuple congolais dans la reconquête de sa souveraineté. Un cabinet composé de femmes et d'hommes qui s'engagent résolument pour un Congo fort, digne et prospère. Une équipe dynamique composée d'anciens et de nouveaux en politique, certes, mais aussi des jeunes, des technocrates, des membres de la société civile et de la diaspora.

Il y a lieu de préciser, tout de suite, que le Cabinet n'est pas un gouvernement parallèle, mais une équipe de combat avec deux axes principaux : l'axe de gestion sectorielle et l'axe opérationnel.

L'axe de gestion sectorielle comprend les 20 secteurs suivants:

1. Affaires étrangères, Intégration de l'Afrique médiane et Congolais de l'étranger ;
2. Justice, Réformes institutionnelles et Droits Humains ;
3. Intérieur, Décentralisation, Affaires Coutumières et Cohésion nationale ;
4. Défense, Anciens combattants et Sauvegarde de l'Intégrité du Territoire national ;
5. Économie et Finances ;
6. Budget et Portefeuille de l'État ;
7. Affaires Foncières, Urbanisme et Habitat ;
8. Éducation nationale, Recherche Scientifique et Développement du numérique ;
9. Culture, Industries créatives et Patrimoniales, Tourisme et Médias ;
10. Électricité, Hydraulique et Projets énergétiques durables ;
11. Agriculture, Pêche, Élevage, Développement rural et Sécurité alimentaire ;
12. Transports et Mobilité ;
13. Travaux publics, Routes, Chemins de fer et Ports ;
14. Santé, Hygiène publique et Affaires humanitaires ;
15. Environnement, climat, Salubrité publique et Développement durable ;
16. Genre, Famille et Solidarités ;
17. Fonction publique, Emploi et Formation professionnelle ;
18. Industrie, Commerce extérieur et Entreprenariat ;
19. Mines et Hydrocarbures ;
20. Sports, Jeunesse et Éducation citoyenne.

Ce cabinet travaillera d'arrache-pied pour intensifier la mobilisation du peuple autour de la proposition de sortie de crise du président élu, de manière à déclencher sa mise en œuvre et permettre aux parties prenantes d'entreprendre consensuellement des réformes institutionnelles profondes, urgentes et nécessaires. Ces réformes porteront notamment sur la Commission électorale (CENI) ; la Loi électorale ; la Cour constitutionnelle ; l'Armée, la Police et la Sécurité ; la Lutte contre la corruption ; ainsi que la Justice et les Droits humains.

Les actions du cabinet seront guidées par les dix principes suivants : la souveraineté du peuple ; la vérité des urnes ; le respect de la Constitution et des lois de la République ; l'intégrité du territoire national ; la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption ; l'indépendance de la justice ; la lutte contre les antivaleurs ; la promotion de l'État de droit et le respect des droits humains ; le bien-être et la prospérité des congolais ; l'égalité des chances entre congolais.

Cependant, au regard de la nature très complexe du combat et pour des raisons de dispositifs organisationnels stratégiques et opérationnels, les noms des membres du Cabinet restent confidentiels à ce stade.

Le président élu et son équipe se battront pour la tenue des élections générales anticipées. Le peuple congolais n'acceptera aucun glissement du régime usurpateur en place, comme il n'acceptera plus jamais la tricherie. La fraude opérée lors des élections du 30 décembre 2018 doit être la dernière. Car, le respect de la Constitution doit s'imposer à tous et la force de la vérité doit primer!

Pour rappel, dans son discours du 30 juin 1960, notre héros national, Patrice Emery Lumumba, dont nous saluons la mémoire, soulignait que *"nul Congolais digne de ce nom ne pourra jamais oublier ... que c'est par la lutte que l'indépendance a été conquise, une lutte de tous les jours, une lutte ardente et idéaliste, une lutte dans laquelle nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni nos souffrances, ni notre sang."*

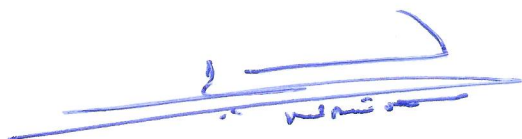
Aujourd'hui, notre lutte est triple : la défense de notre souveraineté, la libération du peuple contre la dictature et la protection de notre pays contre son implosion et sa balkanisation.

Nous avons élu Martin Fayulu président, il ne nous abandonnera jamais.

"Mieux vaut être maltraité avec le peuple de Dieu que d'avoir pour un temps la jouissance du péché." Hébreux 11 : 25

Que Dieu vous bénisse ! Que Dieu bénisse la RDC !

Fait à Kinshasa, le 20 janvier 2021



Jean-Claude Mwalimu Solo Sabiti
Directeur de Cabinet